

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1270 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

—————
Accord de coopération entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif aux aides à la mobilité

Vu la Constitution, articles 128, 130, 135 et 138;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1, II, 4;

Vu la loi de réformes institutionnelles du 31 décembre 1983 pour la Communauté germanophone;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française, dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française, dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité juridique pour tous les acteurs concernés;

Considérant que la charge administrative pesant sur les utilisateurs et les fournisseurs d'aides à la mobilité ne devrait pas augmenter du fait des changements induits par la sixième réforme de l'État;

Considérant que la continuité des soins dans une autre entité fédérée que celle où l'on vit doit être garantie;

La Communauté flamande, représentée par le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille;

La Région wallonne, représentée par la Ministre wallonne de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction Publique et de la Simplification Administrative;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune, représenté par les Membres compétents pour la Politique d'Aide aux personnes;

Le Collège de la Commission communautaire française, représenté par le Membre chargé des Familles et des Personnes handicapées;

Ci-après dénommées " les parties à l'accord ";

Exerçant conjointement leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent accord de coopération, il y a lieu d'entendre par :

1^o entités fédérées : la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire française (Cocof), la Commission communautaire commune (Cocom) et la Communauté germanophone;

2^o aides à la mobilité : tant les aides à la mobilité transférées aux Communautés et aux Régions par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État et précédemment remboursées par le gouvernement fédéral via l'assurance maladie-invalidité que les aides à la mobilité déjà remboursées par les Communautés sur la base de leurs compétences en matière de politique des personnes handicapées, telle que visée à l'article 5, § 1, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

3^o le domicile: l'adresse où vit la personne ayant droit à une aide à la mobilité, conformément à l'article 32, 3^o du Code judiciaire;

4^o personne : un ayant-droit à une aide à la mobilité.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Le présent accord de coopération concerne les aides à la mobilité.

Art. 3. Le présent accord de coopération ne concerne que les personnes domiciliées en Belgique, et les personnes qui ouvrent des droits sur base des réglementations européennes et internationales.

CHAPITRE III. — *Principes de base*

Art. 4. L'objectif de l'accord de coopération est d'assurer la continuité du service et la sécurité juridique pour tous les acteurs concernés.

CHAPITRE IV. — *Accords entre les entités fédérées**Section 1^{re}. — Personne ayant droit à une aide à la mobilité*

Art. 5. § 1^{er}. Le domicile de la personne détermine quelle entité fédérée est compétente pour l'intervention dans les aides à la mobilité. Le domicile détermine l'entité fédérée auprès de laquelle la demande d'aide à la mobilité doit être introduite. La procédure de demande et de paiement est effectuée conformément aux règles de l'entité fédérée à laquelle la demande a été soumise.

Aux fins de l'application de l'alinéa précédent, le résident de la région bilingue de Bruxelles-Capitale peut présenter sa demande d'intervention, en ce comprise l'intervention complémentaire, soit au guichet de la Cocom, soit à la Caisse de soins de la Protection sociale flamande (VSB), conformément aux règles établies dans l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au guichet unique pour les aides à la mobilité dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le siège d'exploitation de l'employeur des personnes résidant dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'Espace économique européen ou en Suisse détermine quelle entité fédérée est compétente si les personnes ouvrent des droits aux prestations, sur la base des réglementations européennes ou des traités internationaux, en vertu du présent accord de coopération.

Pour les personnes dont le domicile se situe dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'Espace économique européen ou en Suisse, qui ont droit à une pension belge sur base de la réglementation européenne ou des traités internationaux, le siège d'exploitation du dernier employeur des personnes, avant qu'ils soient pensionnés, détermine quelle entité fédérée est compétente.

§ 3. Chaque entité fédérée utilise ses propres formulaires de demande. Les formulaires de demande peuvent également être complétés par les médecins et les professionnels du secteur d'une autre entité fédérée, à condition qu'ils respectent les procédures et les règlements de l'entité fédérée en question.

Art. 6. Si le domicile de la personne a changé d'entité fédérée, le dossier sera transmis à la personne ou sera transféré au guichet désigné par la personne, de sorte que la nouvelle entité fédérée disposera de toutes les données pertinentes dans le dossier aux fins du traitement des demandes en cours (location) ou nouvelles.

Art. 7. Si le domicile de la personne dans le système de location a changé pour une autre entité fédérée, elle a droit à une période de prolongation de 3 mois de la location à charge de l'ancienne entité. Cette période commence le jour où le changement de domicile est enregistré à la commune.

Pendant cette période de prolongation, la personne peut alors soumettre une nouvelle demande dans l'entité fédérée de son nouveau domicile.

Art. 8. Si le domicile de la personne a changé d'entité fédérée après la demande et avant que la décision n'ait été prise, la procédure se poursuit dans l'entité fédérée dans laquelle la personne a présenté sa demande.

Par exception, en cas de location et de déménagement vers une autre entité, le dossier sera transféré conformément à l'article 6. Le guichet de la nouvelle entité fédérée veillera à ce que la procédure puisse être poursuivie dans la nouvelle entité fédérée, si possible sur base de l'indication existante.

Art. 9. Si le domicile de la personne a changé d'une entité à une autre, les délais de renouvellement de l'entité du nouveau domicile s'appliquent.

Section 2. — Bandagistes/techniciens orthopédiques pour les aides à la mobilité

Art. 10. Sous réserve des agréments des entités fédérées respectives avant le 1^{er} janvier 2019, les bandagistes qui ont été reconnus par l'administration fédérale avant le 1^{er} janvier 2019 sont automatiquement reconnus et rattachés à l'entité fédérée où ils ont leur lieu d'exploitation, sous réserve de dispositions propres à l'entité. L'entité fédérée a le pouvoir de suspendre ou retirer la reconnaissance de base.

Les bandagistes/techniciens orthopédiques en matière d'aides à la mobilité autorisés dans une entité fédérée à recevoir des interventions dans le cadre du régime du tiers payant sont automatiquement mis sur un pied d'égalité avec les bandagistes/techniciens orthopédiques autorisés dans les autres entités fédérées.

Les bandagistes ayant un siège d'exploitation dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale s'adressent à la Communauté flamande, à la Cocom ou à la Cocof pour être agréés. L'autre entité fédérée doit assimiler cet agrément à un agrément par cette entité fédérée.

Chaque entité fédérée peut révoquer ou suspendre cette équivalence si le bandagiste/technicien orthopédique en matière d'aides à la mobilité ne remplit pas les conditions fixées par l'entité fédérée ou les critères supplémentaires énoncés à l'article 11.

Le retrait précité n'a d'effet juridique qu'à l'égard de l'entité qui suspend ou retire la reconnaissance.

Les entités fédérées s'informent mutuellement de tout retrait ou suspension d'une autorisation ou d'une assimilation.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 10, chaque entité fédérée compétente peut imposer des critères supplémentaires aux bandagistes, tels que la formation et le recyclage, pour le remboursement des prestations dans le cadre des aides à la mobilité. Ceux-ci s'appliquent également aux bandagistes visés à l'article 10 qui ont leur lieu d'exploitation dans une entité fédérée autre que l'entité fédérée compétente et qui fournissent des services dans l'entité compétente.

Les entités fédérées se concerteront afin de préciser ces exigences et de coordonner les critères aussi étroitement que possible.

Le contrôle du respect des critères supplémentaires peut être effectué par l'entité fédérée compétente, conformément aux procédures à convenir dans un accord de coopération d'exécution conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Section 3. — Liste commune des produits

Art. 12. Afin de lutter contre la fragmentation de l'offre des aides à la mobilité et de réduire la charge administrative pour les fabricants et les fournisseurs d'aides à la mobilité, les entités fédérées - à l'exception de la Communauté germanophone - coopèrent, de sorte que les fabricants et les fournisseurs ne doivent soumettre qu'une seule fois une demande de reconnaissance pour un produit.

À cette fin, les entités fédérées déterminent conjointement les spécifications techniques auxquelles doit répondre une aide à la mobilité par un accord de coopération d'exécution conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En outre, les entités fédérées élaborent une structure et une logique communes pour l'enregistrement des informations sur les produits. La structure et la logique communes précitées devraient aboutir à une liste commune de produits, chaque entité gérant de manière autonome les produits éligibles au remboursement, la procédure administrative, les conditions d'octroi de l'aide, les critères de remboursement et les délais de renouvellement.

Section 4. — Commissions consultatives

Art. 13. Si une entité fédérée a créé une commission consultative chargée de conseiller et de formuler des propositions concernant l'adaptation de la liste des produits admis au remboursement, les conditions de remboursement et les modalités de remboursement, les autres entités fédérées peuvent assister à ces commissions consultatives.

Les représentants précités sont invités aux réunions de la commission consultative de l'entité fédérée en tant qu'observateurs et n'ont pas le droit de vote.

Section 5. — Organe de concertation

Art. 14. Il sera mis en place un organe de concertation au sein duquel les entités fédérées pourront partager les compétences techniques et l'expertise ainsi qu'échanger sur leurs expériences. L'objectif de l'organe de concertation est de faciliter une politique cohérente entre les entités fédérées en ce qui concerne la reconnaissance des produits, sans préjudice de l'autonomie de chaque entité fédérée. Les spécifications techniques, telles que stipulées à l'article 12, sont également préparées au sein de l'organe de concertation.

L'organe de concertation est composé de représentants des administrations respectives et peut être complété sur une base ad hoc par des experts des commissions consultatives respectives des entités fédérées et des organisations chargées de la mise en œuvre.

Section 6. — Échange d'informations

Art. 15. Les entités fédérées s'engagent à échanger toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre de cet accord de coopération. Un accord de coopération d'exécution au sens de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles déterminera quelles sont les informations qui sont considérées comme nécessaires.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur et modalité de résiliation de l'accord de coopération

Art. 16. Le présent accord de coopération produit ses effets le 1^{er} janvier 2019, à l'exception de l'article 12, qui entrera en vigueur à une date commune déterminée par une décision de chacun des gouvernements compétents.

Chaque partie à l'accord peut mettre fin à l'accord moyennant un préavis d'un an notifié par écrit aux autres parties.

Signé à Bruxelles, le 31 décembre 2018, en un seul exemplaire original en néerlandais, en français et en allemand, qui sera déposé auprès de la Communauté flamande, qui sera responsable des copies certifiées conformes et de la publication au *Moniteur belge*.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,

G. BOURGEOIS

Le Ministre du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,

A. ANTONIADIS

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni,

R. VERVOORT

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes,

P. SMET

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes,

C. FREMAULT

Pour la Commission communautaire française (Cocof) :

La Ministre-présidente du Collège,

F. LAANAN

Le Membre du Collège chargé des Personnes handicapées,

C. FREMAULT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201551]

23. FEBRUAR 2019 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über Mobilitätsbeihilfen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Dekret regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung Angelegenheiten, die in Artikel 127 und 128 der Verfassung erwähnt sind.

Art. 2 - Dem Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über Mobilitätsbeihilfen wird zugestimmt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Februar 2019

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JÉHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1270 (2018-2019) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. Februar 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über Mobilitätsbeihilfen

Aufgrund der Artikel 128, 130, 135 und 138 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 II Nummer 4;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt vom 4. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In der Erwägung, dass es erforderlich ist, die Kontinuität des Dienstes zu gewährleisten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Rechtssicherheit für alle Betroffenen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsaufwand für die Nutzer und Anbieter von Mobilitätsbeihilfen aufgrund der Änderungen, die sich aus der sechsten Staatsreform ergeben, nicht zunehmen sollte;

In der Erwägung, dass die Kontinuität der Pflegeleistungen zwischen den Teilstaaten sichergestellt sein muss;

Zwischen

Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch den flämischen Minister für Soziales, Volksgesundheit und Familie;

Der Wallonischen Region, vertreten durch die wallonische Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;

Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch den Minister für Familie, Gesundheit und Soziales;

Dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch die für Personenbeistand zuständigen Mitglieder;

Dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das für Familie und Behindertenpolitik zuständige Mitglied;

Nachstehend "die Parteien des Abkommens" genannt;

In gemeinsamer Ausübung ihrer jeweiligen Zuständigkeiten, ist Folgendes vereinbart worden:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1° Teilstaaten: die Flämische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Französische Gemeinschaftskommission (COCOF), die Gemeinsame Gemeinschaftskommission (COCOM) und die Deutschsprachige Gemeinschaft;

2° Mobilitätsbeihilfen: sowohl die Mobilitätsbeihilfen, die aufgrund des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die sechste Staatsreform den Gemeinschaften und Regionen übertragen und die zuvor über die Kranken- und Invalidenversicherung von der Föderalregierung erstattet wurden, als auch jene Mobilitätsbeihilfen, die bereits im Rahmen der Zuständigkeit der Gemeinschaften für die Behindertenpolitik von diesen erstattet wurden (Art. 5 § 1 II Nummer 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen);

3° Wohnsitz: die Adresse, wo der Rechtsberechtigte wohnt im Sinne von Artikel 32 Nummer 3 des Gerichtsgesetzbuchs;

4° Person: ein Rechtsberechtigter mit Anspruch auf eine Mobilitätsbeihilfe.

KAPITEL II — *Geltungsbereich*

Art. 2 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen betrifft die Mobilitätsbeihilfen.

Art. 3 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen betrifft ausschließlich Personen mit Wohnsitz in Belgien sowie Personen, die auf Grundlage der europäischen und internationalen Vorschriften anspruchsberechtigt sind.

KAPITEL III — *Grundlegende Prinzipien*

Art. 4 - Das Zusammenarbeitsabkommen zielt darauf ab, die Kontinuität des Dienstes und die Rechtssicherheit für alle betroffenen Akteure sicherzustellen.

KAPITEL IV — *Abkommen zwischen Teilstaaten*

Abschnitt 1 — Person mit Anspruch auf eine Mobilitätsbeihilfe

Art. 5 - § 1. Der Wohnsitz der Person bestimmt, welcher Teilstaat für die Mobilitätsbeihilfe zuständig ist. Der Wohnsitz bestimmt darüber, bei welchem Teilstaat der Antrag auf eine Mobilitätsbeihilfe gestellt werden muss. Das Antrags- und das Zahlungsverfahren erfolgen gemäß den Regeln des Teilstaats, an den der Antrag gestellt wurde.

Zwecks der Anwendung des vorstehenden Abschnitts können in der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt lebende Personen ihren Antrag auf Beihilfe einschließlich der zusätzlichen Beihilfe entweder an das Büro der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder an die Pflegekasse des Sozialen Schutzes in Flandern (VSB) gemäß den Vorschriften stellen, die im Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die einzige Anlaufstelle für Mobilitätsbeihilfen in der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt festgelegt sind.

§ 2. Abweichend von § 1 bestimmt der Betriebssitz des Arbeitgebers von Personen, die ihren Wohnsitz in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Vertragsstaat des Europäischen Wirtschaftsraumes oder in der Schweiz haben, welcher Teilstaat zuständig ist, wenn die Personen aufgrund von europäischen Rechtsvorschriften oder internationalen Verträgen Anspruch auf Leistungen im Rahmen dieses Zusammenarbeitsabkommens haben.

Für die Personen, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Vertragsstaat des Europäischen Wirtschaftsraumes oder in der Schweiz leben und Anrecht haben auf eine belgische Pension aufgrund von europäischen Rechtsvorschriften oder internationalen Verträgen, bestimmt der Betriebssitz des letzten Arbeitgebers, welcher Teilstaat zuständig ist.

§ 3. Jeder Teilstaat verwendet eigene Antragsformulare. Die Antragsformulare können auch von Ärzten und Indikationsstellern eines anderen Teilstaats ausgefüllt werden, sofern sie die Verfahren und Vorschriften des jeweiligen Teilstaats einhalten.

Art. 6 - Verlegt die Person ihren Wohnsitz in einen anderen Teilstaat, so werden die Antragsunterlagen dieser Person oder der von dieser Person zu benennenden Anlaufstelle übermittelt, sodass der neue Teilstaat mit diesen Unterlagen über alle relevanten Angaben verfügt, um laufende Anträge (Verleihsystem) oder neue Anträge bearbeiten zu können.

Art. 7 - Verlegt die Person, die im Rahmen des Verleihsystems über eine Mobilitätsbeihilfe verfügt, ihren Wohnsitz in einen anderen Teilstaat, so hat sie Anrecht auf eine Verlängerung des Verleihzeitraums um drei Monate auf Kosten des Teilstaats ihres bisherigen Wohnsitzes. Dieser Zeitraum beginnt ab der Registrierung des Wohnsitzwechsels der Person durch die Gemeinde.

Während dieses Verlängerungszeitraums kann die Person somit einen neuen Antrag beim Teilstaat ihres neuen Wohnsitzes stellen.

Art. 8 - Falls die Person nach Stellung des Antrags in einen anderen Teilstaat umgezogen ist, dies bevor dieser eine Entscheidung getroffen hat, so wird das Verfahren in dem Teilstaat fortgeführt, in dem die Person seinen Antrag gestellt hat.

In Abweichung hiervon werden für einen Verleih im Falle eines Umzugs in das Gebiet eines anderen Teilstaats die Antragsunterlagen gemäß Artikel 6 übermittelt. Die Anlaufstelle des neuen Teilstaats stellt sicher, dass das Verfahren im neuen Teilstaat weitergeführt werden kann, nach Möglichkeit auf Grundlage der bestehenden Indikation.

Art. 9 - Verlegt die Person ihren Wohnsitz in einen anderen Teilstaat, so sind die Erneuerungsfristen jenes Teilstaats anwendbar, in dem diese anspruchsberechtigte Person ihren neuen Wohnsitz hat.

Abschnitt 2 — Bandagisten/Orthopädietechniker für Mobilitätsbeihilfen

Art. 10 - Vorbehaltlich der Zulassungen durch die jeweiligen Teilstaaten vor dem 1. Januar 2019 werden die Bandagisten, die vor dem 1. Januar 2019 von der Föderalregierung zugelassen wurden, automatisch von dem Teilstaat zugelassen, wo sie ihren Unternehmenssitz haben, vorbehaltlich der jeweiligen spezifischen Rechtsvorschriften der Teilstaaten. Der Teilstaat hat das Recht, Zulassungen auszusetzen oder zu entziehen.

Die Bandagisten/Orthopädietechniker für Mobilitätsbeihilfen, die in einem Teilstaat berechtigt sind, Vergütungen im Rahmen der Drittzahlerregelung zu empfangen, werden automatisch den Bandagisten/Orthopädietechnikern gleichgestellt, die in den anderen Teilstaaten entsprechend zugelassen sind.

Die Bandagisten mit Unternehmenssitz in der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt wenden sich an die Flämische Gemeinschaft, an die Gemeinsame Gemeinschaftskommission oder an die Französische Gemeinschaftskommission in Brüssel um zugelassen zu werden. Der andere Teilstaat wird diese Zulassung einer Zulassung durch diesen Teilstaat gleichstellen.

Jeder Teilstaat ist berechtigt, diese Gleichstellung zu entziehen oder auszusetzen, falls der Bandagist/Orthopädietechniker für Mobilitätsbeihilfen die von dem Teilstaat festgelegten Bedingungen oder die in Artikel 11 genannten zusätzlichen Bedingungen nicht erfüllt.

Der vorgenannte Entzug ist nur in dem Teilstaat rechtswirksam, in dem die Zulassung ausgesetzt oder entzogen wird.

Die Teilstaaten informieren sich gegenseitig über jeden Entzug oder Aussetzung einer Zulassung oder Gleichstellung.

Art. 11 - Unbeschadet des Artikels 10 kann jeder Teilstaat im Rahmen der Kostenübernahme für Mobilitätsbeihilfen Bandagisten zusätzliche Kriterien auferlegen, etwa bezüglich ihrer Aus- und Weiterbildung. Diese Kriterien sind auch auf die in Artikel 10 genannten Bandagisten anwendbar, deren Unternehmenssitz sich in einem anderen als dem zuständigen Teilstaat befindet und die Leistungen im zuständigen Teilstaat erbringen.

Die Teilstaaten verpflichten sich dazu, einander zu konsultieren, um diese Anforderungen zu präzisieren und die Kriterien so weit wie möglich aufeinander abzustimmen.

Die Prüfung der Einhaltung der zusätzlichen Kriterien kann gemäß dem in einem Ausführungszusammenarbeitsabkommen, wie definiert im Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes über die institutionellen Reformen vom 8. August 1980, festzulegenden Verfahren vom zuständigen Teilstaat vorgenommen werden.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Produktliste

Art. 12 - Um der Zerstückelung des Angebots von Mobilitätsbeihilfen entgegenzuwirken und den Verwaltungsaufwand für die Hersteller und Lieferanten von Mobilitätsbeihilfen zu verringern, arbeiten die Teilstaaten - mit Ausnahme der Deutschsprachigen Gemeinschaft - so weit wie möglich zusammen, dass die Hersteller und Lieferanten für jedes Produkt nur einen einzigen Anerkennungsantrag einreichen müssen.

Hierzu legen die Teilstaaten gemeinsam im Rahmen eines Ausführungszusammenarbeitsabkommen, wie definiert im Artikel 92bis § 1 Abschnitt 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, die technischen Spezifizierungen für Mobilitätsbeihilfen fest.

Darüber hinaus arbeiten die Teilstaaten eine gemeinsame Struktur und Logik für die Registrierung der Produktinformationen aus. Diese gemeinsame Struktur und Logik sollen zu einer gemeinsamen Produktliste führen, wobei jeder Teilstaat die erstattungsfähigen Produkte, das administrative Verfahren, die Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe, die Erstattungskriterien und die Verlängerungsfristen eigenständig regelt.

Abschnitt 4 — Beratungsausschüsse

Art. 13 - Falls ein Teilstaat einen Beratungsausschuss einrichtet, der damit beauftragt ist, bezüglich der Anpassung der Liste der erstattungsfähigen Produkte sowie der Erstattungsbedingungen und -modalitäten zu beraten und Vorschläge abzugeben, so können die anderen Teilstaaten an den Sitzungen dieses Beratungsausschusses teilnehmen.

Die Vertreter der anderen Teilstaaten werden als Beobachter zu den Sitzungen des Beratungsausschusses der Teilstaaten eingeladen und haben kein Stimmrecht.

Abschnitt 5 — Konzertierungsgremium

Art. 14 - Es wird ein Konzertierungsgremium eingerichtet, in dem die Teilstaaten ihre Fachkenntnisse, Expertise und Erfahrungen austauschen können. Das Ziel dieses Konzertierungsgremiums ist es, eine kohärente Politik der Teilstaaten bezüglich der Produktanerkennung zu fördern, ohne die Autonomie der einzelnen Teilstaaten zu beschneiden. Auch die in Artikel 12 genannten technischen Spezifizierungen werden in diesem Konzertierungsgremium ausgearbeitet.

Das Konzertierungsgremium setzt sich aus Vertretern der jeweiligen Verwaltungen zusammen und kann auf Ad-hoc-Basis um Fachleute aus den jeweiligen Beratungsausschüssen der Teilstaaten und aus den mit der Umsetzung betrauten Einrichtungen ergänzt werden.

Abschnitt 6 — Informationsaustausch

Art. 15 - Die Teilstaaten verpflichten sich, alle für die Umsetzung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erforderlichen Informationen untereinander auszutauschen. In einem Durchführungszusammenarbeitsabkommen, wie in Artikel 92bis § 1 dritter Absatz des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festgelegt, werden die erforderlichen Informationen definiert.

KAPITEL V — Inkrafttreten des Zusammenarbeitsabkommens

Art. 16 - Mit Ausnahme von Artikel 12, der zu einem gemeinsamen, per Beschluss der einzelnen zuständigen Regierungen festgelegten Datum wirksam wird, wird das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen am 1. Januar 2019 wirksam.

Jede Partei kann das Abkommen mittels schriftlichen Bescheids an alle anderen Parteien und einer Kündigungsfrist von einem Jahr beenden.

Unterzeichnet in Brüssel am 31. Dezember 2018 auf Niederländisch, Französisch und Deutsch in einer einzigen Originalausfertigung, die bei der Flämischen Gemeinschaft hinterlegt wird, der die Erstellung der beglaubigten Kopien sowie die Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* obliegen.

Für die Flämische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

G. BOURGEOIS

Der Minister für Soziales, Volksgesundheit und Familie

J. VANDEURZEN

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

A. ANTONIADIS

Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums

R. VERVOORT

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Politik für die Unterstützung von Personen zuständig ist

P. SMET

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Politik für die Unterstützung von Personen zuständig ist

C. FREMAULT

Für die Französische Gemeinschaftskommission:

Die Ministerpräsidentin des Kollegiums

F. LAANAN

Das für Behindertenpolitik zuständige Mitglied

C. FREMAULT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201551]

28 FEBRUARI 2019. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteitshulpmiddelen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

Art. 2. Goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteitshulpmiddelen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dienwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1270 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de mobiliteitshulpmiddelen

Gelet op van de Grondwet, artikel 128, 130, 135 en 138;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de continuïteit in de dienstverlening te garanderen;

Overwegende dat de rechtszekerheid van alle betrokken actoren moet gegarandeerd worden;

Overwegende dat de administratieve lasten voor de gebruikers, noch de verstrekkers van mobiliteitshulpmiddelen mogen toenemen door de wijzigingen ingevolge de Zesde Staatshervorming;

Overwegende dat de continuïteit van zorg in andere deelstaten dan waar men woont, moet gegarandeerd worden;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

Het Waals gewest, vertegenwoordigd door Waals minister van Sociale actie, Gezondheid, Gelijke kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

De Duitstalige gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister van Gezin, Gezondheid en Sociale aangelegenheden;

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Leden bevoegd voor Beleid inzake Bijstand aan Personen;

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Lid bevoegd Gezin en voor Personen met een Handicap;

Hlna "de partijen bij het akkoord" genoemd;

Zijn, gezamenlijk hun respectievelijke bevoegdheden uitoefenend, het volgende overeengekomen:

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° deelentiteiten: de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC) en de Duitstalige Gemeenschap;

2° mobiliteitshulpmiddelen: zowel de mobiliteitshulpmiddelen die werden overgedragen naar de gemeenschappen en de gewesten met de Bijzondere Wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en voorheen vergoed werden door de federale overheid via de ziekte- en invaliditeitsverzekering als de mobiliteitshulpmiddelen die al door de gemeenschappen vergoed werden op grond van hun bevoegdheid inzake het beleid van personen met een handicap, vermeld in artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° woonplaats: het adres waar de rechthebbende op een mobiliteitshulpmiddel woont, conform artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek;

4° persoon: een rechthebbende op een mobiliteitshulpmiddel.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de mobiliteitshulpmiddelen.

Art. 3. Dit samenwerkingsakkoord gaat enkel over personen die hun woonplaats hebben binnen België, en over personen die rechten openen binnen de toepassing van de Europese en internationale regelgeving.

HOOFDSTUK III. — Basisprincipes

Art. 4. Het samenwerkingsakkoord heeft tot doel om de continuïteit in de dienstverlening en de rechtszekerheid van alle betrokken actoren te garanderen.

HOOFDSTUK IV. — Afspraken tussen de deelstaten

Afdeling 1. — Rechthebbende op mobiliteitshulpmiddelen

Art. 5. § 1. De woonplaats van de persoon bepaalt welke deelentiteit bevoegd is voor de tegemoetkoming voor mobiliteitshulpmiddelen. De woonplaats bepaalt in welke deelentiteit de aanvraag voor een mobiliteitshulpmiddel ingediend moet worden. De procedure voor de aanvraag en de uitbetaling verlopen volgens de regels van de deelentiteit waar de aanvraag werd ingediend.

Voor de toepassing van het vorige lid, kan de inwoner van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad zijn aanvraag voor tegemoetkoming, met inbegrip van de aanvullende tegemoetkoming, indienen bij het loket van de GGC, hetzij de zorgkas van de Vlaamse Sociale Bescherming (VSB), volgens de regels bepaald in het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het uniek loket voor de mobiliteitshulpmiddelen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 bepaalt de exploitatiezetel van de werkgever van personen die hun woonplaats hebben in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een andere staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland, welke deelentiteit bevoegd is, indien zij rechten op prestaties openen op basis van de Europese regelgeving of internationale verdragen, in het kader van dit samenwerkingsakkoord.

Voor personen die hun woonplaats hebben in een andere lidstaat van de Europese Unie of in van een andere staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland, die recht hebben op een Belgisch pensioen op basis van de Europese regelgeving of internationale verdragen, bepaalt de exploitatiezetel van laatste de werkgever van desbetreffende persoon, alvorens deze op pensioen gegaan is, welke deelentiteit bevoegd is.

§ 3. Elke deelentiteit werkt met eigen aanvraagformulieren. De aanvraagformulieren mogen ook ingevuld worden door artsen en indicatiestellers van een andere deelentiteit, in zoverre zij de procedures en regelgeving van de betrokken deelentiteit respecteren.

Art. 6. Als de woonplaats van de persoon is gewijzigd naar een andere deelentiteit, dan wordt het dossier meegegeven met de rechthebbende op een mobiliteitshulpmiddel of overgemaakt naar het loket aangeduid door de persoon, zodat de nieuwe deelentiteit over alle relevante gegevens uit het dossier beschikt met het oog op de behandeling van lopende (renting) of nieuwe aanvragen.

Art. 7. Als de woonplaats van de persoon, die beschikt over een mobiliteitshulpmiddel dat is afgeleverd in een rentingsysteem, gewijzigd is naar een andere deelentiteit, dan beschikt hij over een uitlooptrecht van 3 maanden. Deze periode start vanaf de dag waarop de wijziging van domicilie is geregistreerd in de gemeente.

In de periode van het uitlooptrecht kan de rechthebbende op een mobiliteitshulpmiddel vervolgens in de deelentiteit van zijn nieuwe woonplaats een nieuwe aanvraag indienen.

Art. 8. Als de woonplaats van de persoon is gewijzigd naar een andere deelentiteit na de aanvraag en voor de beslissing, dan wordt de procedure verdergezet in de deelstaat waar de persoon zijn aanvraag heeft gedaan.

Als uitzondering geldt in geval van renting en bij verhuis naar een andere deelentiteit, dat het dossier overgedragen wordt conform artikel 6. Het loket van de nieuwe deelentiteit zorgt ervoor dat de procedure kan worden verdergezet in de andere deelentiteit, waar mogelijk op basis van de bestaande indicatiestelling.

Art. 9. Als de woonplaats van de persoon is gewijzigd van een deelentiteit naar een andere deelentiteit, dan gelden de hernieuwingstermijnen van de deelentiteit waar de persoon zijn nieuwe woonplaats heeft.

Afdeling 2. — Bandagisten/Orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen

Art. 10. Onder voorbehoud van de erkenningen door de respectievelijke deelentiteiten voor 1 januari 2019 worden de bandagisten die voor 1 januari 2019 door de federale overheid zijn erkend, automatisch verbonden met en gemachtigd door de deelentiteit waar hun exploitatiezetel gelegen is, onder voorbehoud van de bepalingen eigen aan de entiteit. De deelentiteit heeft het recht om de machtiging te schorsen of in te trekken.

De bandagisten/ orthopedisch technologen in de mobiliteitshulpmiddelen die in een deelentiteit gemachtigd zijn in het kader van een derdebetalersregeling tegemoetkomingen voor mobiliteitshulpmiddelen te ontvangen, worden automatisch gelijkgesteld met de in de andere deelentiteiten gemachtigde bandagisten/orthopedisch technologen in de mobiliteitshulpmiddelen.

De bandagisten met exploitatiezetel in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wenden zich tot de Vlaamse Gemeenschap, de GGC of de Cocof om gemachtigd te worden conform artikel 128, § 2 van de Grondwet en artikel 63, eerste lid, Bijzondere Wet van 12 januari 1989. De andere deelentiteit zal deze machtigingen gelijkstellen met een machtiging door deze deelentiteit.

Iedere deelentiteit kan een gelijkstelling intrekken of schorsen, als de bandagist/orthopedisch technoloog in de mobiliteitshulpmiddelen niet voldoet aan de voorwaarden die de betrokken deelentiteit heeft vastgelegd of de bijkomende criteria, vermeld in artikel 11. Deze intrekking heeft slechts rechtgevolgen voor de deelentiteit die de machtiging schorst of intrekt.

De deelentiteiten stellen elkaar in kennis van de schorsing of intrekking van een machtiging of een gelijkstelling.

Art. 11. Met behoud van de toepassing van artikel 10 kan iedere bevoegde deelentiteit voor de terugbetaling van prestaties in het kader van de mobiliteitshulpmiddelen aan de bandagisten bijkomende criteria opleggen, o.a. inzake vorming en navorming. Deze gelden tevens voor de gelijkgestelde bandagisten, bepaald in artikel 10, die hun exploitatiezetel in een andere dan de bevoegde deelentiteit hebben en die prestaties leveren in de bevoegde entiteit.

De deelentiteiten verbinden zich ertoe in overleg te gaan voor het speciëren van deze vereisten en om de criteria maximaal op elkaar af te stemmen.

De controle op het voldoen aan de bijkomende criteria kan door de bevoegde deelentiteit uitgevoerd worden, volgens de modaliteiten die verder overeengekomen worden in een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke lijst van producten

Art. 12. Ten einde de versnippering in het aanbod aan mobiliteitshulpmiddelen tegen te gaan en ten einde de administratieve lasten voor de producenten en de leveranciers van mobiliteitshulpmiddelen te beperken werken de deelentiteiten - met uitzondering van de Duitstalige Gemeenschap - samen, zodat producenten en de leveranciers de aanvraag voor de erkenning van een product slechts één keer moeten indienen.

De deelentiteiten bepalen hiertoe gezamenlijk de technische specificaties waaraan een mobiliteitshulpmiddel moet voldoen in een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Tevens werken de deelentiteiten voor het registreren van de productinformatie een gemeenschappelijke structuur en logica uit. Deze gemeenschappelijke structuur en logica moeten resulteren in een gemeenschappelijke lijst van producten, waarbij de producten die voor tegemoetkoming in aanmerking komen, de administratieve procedure, de toekenningsvoorwaarden, de terugbetalingscriteria en de hernieuwingstermijnen echter door iedere deelentiteit autonoom beheerd worden.

Afdeling 4. — Adviescommissies

Art. 13. Indien een deelentiteit een adviescommissie heeft opgericht met als opdracht het verlenen van advies en het formuleren van voorstellen in het kader van de aanpassingen van de lijst van voor vergoeding in aanmerking genomen producten, de vergoedingsvoorwaarden en de modaliteiten van vergoeding, kunnen de andere deelentiteiten de adviescommissie bijwonen.

De afgevaardigden van de andere deelentiteiten zijn als waarnemer uitgenodigd op de vergaderingen van de adviescommissie van de deelentiteit en hebben geen stemrecht.

Afdeling 5. — Overlegorgaan

Art. 14. Er wordt een overlegorgaan geïnstalleerd waarop de deeltiteiten de technische competenties en expertise kunnen delen en ervaringen uitwisselen. Het overlegorgaan heeft tot doel om over de deeltiteiten heen inzake de erkenning van producten een coherent beleid te faciliteren, zonder afbreuk te doen aan de autonomie van iedere deeltiteit. Op het overlegorgaan worden ook de technische specificaties, vermeld in artikel 12, voorbereid.

Het overlegorgaan is samengesteld uit vertegenwoordigers van de respectievelijke administraties en kan ad hoc aangevuld worden met experts uit de respectievelijke adviescommissies van de deelstaten en van de uitvoeringsorganisaties.

Afdeling 6. — Gegevensuitwisseling

Art. 15. De deeltiteiten verbinden zich ertoe alle noodzakelijke informatie uit te wisselen die vereist is voor de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord. In een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt bepaald welke informatie als noodzakelijk beschouwd wordt.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding en opzegging van het samenwerkingsakkoord

Art. 16. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019, met uitzondering van artikel 12, dat in werking treedt op een gemeenschappelijke datum bepaald door een besluit van elk van de bevoegde regeringen.

Elke partij bij dit akkoord kan een dit akkoord opzeggen mits een schriftelijke opzeggingstermijn van één jaar aan de andere partijen bij dit akkoord.

Getekend te Brussel op 31 december 2018, in één origineel exemplaar in het Nederlands, het Frans en het Duits, dat zal worden gedeponereerd bij de Vlaamse Gemeenschap die zal instaan voor de eensluidende verklaarde afschriften en de publicatie in het Belgisch staatsblad.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-President,

G. BOURGEOIS

De Vlaamse Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

J. VANDEURZEN

Voor het Waalse Gewest:

De Minister-President,

W.BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A.GREOLI

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het verenigd College,

R. VERVOORT

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,

C. FREMAULT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) :

De Minister-Voorzitter van het College,

F. LAANAN

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), bevoegd voor Personen met een Handicap,

C. FREMAULT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201592]

28 FEVRIER 2019. — Décret modifiant les articles D.VI.25. à D.VI.28. du Code du Développement territorial ainsi que l'article 54 du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article D.VI.25. du Livre VI du Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 6^o de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 6^o l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, les modalités de la vente dont l'éventuelle mise à prix, ainsi que, en cas de vente physique, le jour, l'heure et le lieu de celle-ci ou, en cas de vente dématérialisée, le jour du début et de clôture des enchères; »;